

## Des valeurs pour surmonter et perdurer au-delà de la crise

### Difficultés

**Valeurs manquantes.** Lorsque des valeurs comme la responsabilité, la justice ou l'autolimitation font défaut, l'économie part à la dérive. L'argent peut perdre toute valeur, alors que les vraies valeurs sont intemporelles et permanentes.

**Marchés financiers à la dérive.** Des marchés financiers sains sont nécessaires pour le bon fonctionnement de l'économie. Sans réglementation, ils se transforment cependant en jeu de hasards (*casino capitalism*), mûs par l'avidité et des rendements jamais suffisants. La solidarité, elle, reste au placard. La place financière doit retrouver des fondements concrets et sains. Cela n'est possible que grâce à de nouvelles règles, le marché n'ayant aucune conscience propre.

**Culture de la dette généralisée.** Avoir des dettes est un concept profondément ancré dans l'histoire de l'humanité. Cela contredit cependant les principes bibliques et empêche la liberté et l'indépendance personnelle. Le déclencheur de la crise financière actuelle est la vie à crédit sans limitation. Les plans de sauvetage étatiques ne tendent pas à réduire cette mode du crédit, mais cherchent plutôt à lui insuffler une nouvelle vie.

**Fausse croyance autour de l'économie.** L'économie mondiale et les marchés financiers ont atteints des sommets de complexité qui ne permettent quasiment plus une compréhension globale. L'économie politique nous propose une pléthore de solutions, mais constitue, avec ses modèles, une réalité depuis longtemps dépassée. L'apprentissage de l'économie ne représente ainsi pas plus qu'une idéologie présentée comme pseudo-science.

### Principes

**Se conformer aux principes bibliques.** La Bible ne donne pas de recette concernant la gestion de crises économiques. Elle nous enseigne cependant à ne pas se centrer sur soi-même mais à se soucier de son prochain et à partager avec lui.

**Avoir moins c'est avoir plus.** En occident, la population est de plus en plus consciente que nous vivons depuis trop longtemps au-dessus des moyens du globe. La crise actuelle n'est que la manifestation de cela. Par conséquent, le modèle de consommation occidentale ne peut pas, à l'avenir, demeurer celui à suivre. Il faut donc que la qualité de vie ne soit plus associée à une consommation sans cesse croissante.

**Partager pour s'unir.** Les salaires de certains managers ne sont attribués ni sur la base de l'équité ni des performances, mais uniquement sur la base de la concurrence du marché. Cela étant, le principe ne peut que très difficilement être changé. Le seul chemin restant pour obtenir l'équité est donc celui du partage : partage au niveau étatique grâce à une augmentation radicale des impôts progressifs (sur les revenus, la fortune, les héritages) ou partage par un soutien direct et personnel aux personnes démunies et dans le besoin.

**La solidarité avant les intérêts personnels.** Le PEV s'attend à ce que les dirigeants de l'économie et de la politique soient mûs par des valeurs permettant de rechercher le bien de tous les être humains et qu'ils essaient de vivre selon des valeurs comme notamment la responsabilité, la justice et l'autolimitation. Les efforts devant permettre de mesurer l'apport d'une entreprise financière en faveur de la société doivent être approfondis, au moyen, par exemple, de ratings éthiques.

**La transparence au lieu des magouilles.** Le monde financier ne regagnera notre confiance que s'il devient plus transparent. Cela vaut pour les informations au sujet des produits et des risques, pour les clauses contractuelles injustes et sournoises, pour le comportement de vote des investisseurs institutionnels lors des assemblées générales, pour les agences de rating dangereusement puissantes, etc, etc, etc. Il ne faut aucune activité bancaire en dehors de celles mentionnées dans les bilans, aucun acteur financier sans contrôle étatique et aucune place financière douteuse dans un quelconque paradis fiscal.

**L'aide doit coûter quelque chose.** Lorsque l'Etat tend la main aux entreprises, cela doit leur en coûter quelque chose. De plus, le parlement doit être impliqué dans le processus de décision. Si tel n'est pas le cas, les entreprises partent du principe que l'Etat les soutiendra en cas d'urgence et prendront toujours de gros risques (*moral hazard*). Les entreprises doivent ainsi payer le soutien étatique plus cher que ce qui se fait sur le marché, par des impôts plus hauts ou par une participation aux gains en faveur de l'Etat. Une participation de l'Etat à long terme n'est pas souhaitable : l'Etat n'est pas un entrepreneur.

**Partenariat entre l'Etat et l'économie.** Plus de responsabilité individuelle et moins d'Etat ne sont pas en adéquation avec un appel à l'aide à l'Etat lorsque des initiatives risquées échouent. Une voie intermédiaire doit être privilégiée, qui permette à l'Etat et à l'économie d'établir des règles communes afin de créer une Suisse dans laquelle il fait bon vivre.

**Coopération internationale.** La Suisse doit soutenir les efforts internationaux afin de créer des règles gérant les marchés financiers. En tant que place financière forte, la Suisse a plus d'un intérêt à ce que les autres places financières soient également réglementées. Elle ne peut cependant pas être parallèlement une niche fiscale. Le secret bancaire peut et doit rester intact, mais la différenciation entre fraude fiscale et évasion fiscale doit disparaître.

**La voie anglaise au lieu de la voie américaine.** En lieu et place du rachat d'avoires toxiques, il faudrait plutôt offrir une aide par une participation au capital-actions ou par des crédits. L'entreprise doit assumer et prendre en compte ses pertes dans son bilan.

**Pas de dégâts collatéraux.** Le sauvetage des banques ne doit en aucun cas être fait au détriment des plus démunis en Suisse ou à l'étranger. De plus, aujourd'hui comme hier, les PME doivent pouvoir obtenir des crédits à des conditions raisonnables.

## Mesures

**Démocratie parlementaire.** Le parlement doit pouvoir participer aux décisions concernant les actions de soutien. Il est inadmissible que des aides financières de l'ampleur du budget de la Confédération soient décidées en contournant le Parlement.

**Institution de contrôle pour les produits financiers.** Le PEV soutient l'idée d'un institut de contrôle, qui vérifie les produits financiers par rapport à leur risque ainsi qu'à une information transparente, et cela avant leur mise sur le marché.

**Pas de paiements cachés.** Tous les prestataires de services financiers doivent allouer au client la totalité des commissions, des provisions et des rétrocessions.

**Renforcement des droits des actionnaires.** Les actionnaires votent au sujet des rétributions du Conseil d'administration et de la Direction. Ils élisent les membres du comité de rémunération et les représentants indépendants.

**Nouveau système de bonus.** Les actionnaires doivent pouvoir se prononcer sur le système de bonus de leur entreprise. Ce système doit, de plus, également contenir des principes de malus. Enfin, les bonus ne peuvent être distribués dans le court terme, mais doivent dépendre des résultats de l'entreprise dans le long terme.

**Pas de parachutes dorés.** Les actionnaires doivent pouvoir décider des rémunérations et des indemnités de départs. Lorsque les délais de préavis sont respectés, ils ne durent que six mois maximum. Cela vaut également pour l'administration publique.

**Transparence lors des Assemblées générales.** La représentation par un membre d'un organe de la société ou par un dépositaire est interdite. Les investisseurs institutionnels doivent voter en faveur de leurs assurés et rendre leur vote public.

**Séparation claire des pouvoirs.** Personne ne peut se contrôler soi-même. Les membres de direction ne peuvent ainsi être également des membres du Conseil d'administration.

**Plus de capitaux propres.** Le PEV est en faveur de prescriptions plus sévères et plus strictes en matière de capitaux propres, afin qu'elles ne soient plus contournées. Les taux de capitaux propres irréalistes des années écoulées doivent appartenir au passé.

**Pas de subvention pour les voltigeurs de la finance.** Les allègements fiscaux en faveur des Hedge fonds doivent être abrogés. Les nouvelles dispositions pour les caisses de pension (OPP2) doivent être abolies, car il n'est pas acceptable que les caisses de pension puissent investir jusqu'à 15% dans des Hedge fonds complexes et très risqués.

**Impulsions durables à la conjoncture.** Si l'Etat soutient la conjoncture dans la situation actuelle, alors cela ne doit se faire que par des investissements dans les infrastructures apportant une plus-value importante à la Suisse, comme par exemple le réseau de transports publics ou l'énergie renouvelable.

**Financement des partis transparent.** Le PEV exige une loi sur les partis, qui assure la transparence quant à leur financement.